

La crise financière, une chance politique pour la nouvelle extrême droite

La crise économique en Grèce et le
Rassemblement populaire orthodoxe (LAOS)

Dimosthenis Papadatos-Anagnostopoulos

Sociologue grec, membre de Synapismos;

Le renforcement de l'extrême droite européenne a coïncidé avec la crise des années soixante-dix qui fut accompagnée de transformations dans la production, de changements dans la structure sociale des sociétés européennes et de l'incapacité des forces politiques dominantes à affronter les nouvelles conditions ¹.

Mais la crise économique n'est certainement pas la seule explication de la montée de l'extrême droite. Depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui, la transformation des partis politiques de défenseurs des intérêts de groupes sociaux de l'État en partis de cartels, avec de subtiles différences et une dépendance accrue envers l'État et les médias ², a favorisé l'extrême droite. Cette dernière profite des effets de la convergence des forces dominantes, car il est plus aisé pour la droite d'investir l'État (comme les forces dominantes l'ont fait) en s'aidant des règles de concurrence politique, pratique qui favorise un système de parti-cartel ³.

La crise économique actuelle s'ajoutant, en les exacerbant, aux crises préexistantes de la représentation politique (dont on a montré qu'elles favorisent l'émergence et la croissance des formations d'extrême droite), la relation entre l'extrême droite et la crise économique est de plus en plus étudiée aujourd'hui.

Après la chute de la dictature en 1974, les diverses organisations d'extrême droite grecque n'ont pas dépassé le seuil de 1% lors des élections ⁴. Toutefois, lors d'un récent scrutin, le LAOS a atteint le score de 9% et son *leader* a ac-

quis une forte popularité ⁵. De tels résultats sont confirmés par la capacité du LAOS—le parti d'extrême droite le plus important du point de vue électoral depuis 1974—à imposer ses positions et sa rhétorique aux partis dominants, et même à forcer ceux qui parlaient du LAOS comme d'un «phénomène temporaire», à adopter une attitude plus sérieuse à son égard.

Dans ce bref article, nous allons étudier comment la crise affecte les positions du LAOS et comment, au cœur de la crise, il a forgé des relations avec d'autres partis—en particulier le parti traditionnel de droite Néo Demokratía (ND).

Notre thèse principale est la suivante: dans la conjoncture actuelle, et en raison de la situation globale du système politique autour d'un défi central—à savoir l'acceptation du Mémorandum de coopération avec l'IMF et l'EU-ECB—, LAOS tente d'utiliser la crise comme une occasion pour échapper davantage à la stigmatisation et se faire légitimer, en se déplaçant vers la droite du spectre économique libéral, proche du parti de gouvernement, et en se présentant comme une force de «responsabilité nationale» et de «bon sens».

Pourquoi LAOS est un parti d'extrême droite

Comme beaucoup de partis d'extrême droite, LAOS nie en être un. Beaucoup sont surpris de ses nombreuses transformations; toutefois, l'ambiguïté, l'opportunisme tactique, l'écart entre les discours officiels (programme, proclamations) et ses interventions quotidiennes (alliances, déclarations, et articles dans la presse du parti et sur Internet) ⁶ sont les éléments stables d'une stratégie attrape-tout mise en œuvre par les partis de cette famille politique. Dimitris Psarras a identifié le double langage caractéristique de LAOS, qui combine une «démarche protestataire» (destinée aux supporters à travers les canaux du parti) et une tactique du «cheval de Troie», se présentant au «public national» comme soutien des idées dominantes ⁷.

Les transformations de l'extrême droite ne sont pas un obstacle à l'analyse du phénomène. Cinquante-huit caractéristiques permettant de classer un parti comme étant d'extrême droite ont été identifiées. Les plus courantes sont: le nationalisme, le racisme, le rejet de la démocratie et l'exigence d'un État fort, toutes attestées dans le cas de LAOS ⁸. Ce repérage n'est pas toujours évident, étant donné la multiplicité et la subtilité de ces termes:

- Après la guerre, les différences culturelles ont en partie remplacé les différences raciales (le racisme fut reformulé en termes différentiels et culturels) ⁹. En Grèce, l'exigence d'identité nationale, religieuse et culturelle, en tant qu'antidote à la «mondialisation de la destruction des ethnies et à l'effacement des religions» précède cette version de l'extrême droite;
- l'idéologie nationaliste est par définition polysémique et à multiples facettes. En Grèce, en 1974, avec l'effondrement de la dictature militaire, les mécanis-

mes de pouvoir antérieurs à la dictature et extra-parlementaires (organisations paraétatiques, royalistes ou militaires) et leur idéologie—un nationalisme anti-communiste primitif—s’effondrèrent aussi. Depuis, la droite (et la plupart des forces qui dans les années 1990 convergeaient vers le centre) s’est concentrée sur un nationalisme de la croissance, orienté vers l’intégration européenne;

- l’extrême droite, quand elle cherche la présence parlementaire, ne paraît pas extrême au point d’être considérée comme non démocratique. En Grèce, sa démonstration de démocratie est souvent limitée à un discours anti-parti, anti-politique, et parfois sa «foi» dans la Constitution ne concerne que certains aspects spécifiques ou les interprétations qu’elle en donne ¹⁰;
- la demande d’un État fort renvoie parfois seulement à la «défense de la loi et de l’ordre», d’autres fois elle est aussi associée avec un État-providence fort, le plus souvent défini du point de vue national et culturel. En Grèce, les deux aspects sont présents.

Ces éclaircissements devraient rendre la position du LAOS claire, plus claire que le terme passe-partout de «populiste» souvent utilisé à propos du LAOS et dans l’analyse de phénomènes politiques différents ¹¹.

Le tournant vers la frange de droite du libéralisme économique en tant qu’instrument de stigmatisation/déstigmatisation de l’extrême droite

LAOS a profité de la convergence des partis du «centre» et de la «modernisation» du nationalisme grec. Simultanément, il a agi—et agit toujours—pour que le consensus du «centre politique» se déplace vers la droite, en assurant grâce aux médias du parti sa continuité avec le nationalisme anticommuniste antérieur, les piliers de la prédicature, et parfois, avec la dictature elle-même. Avec l’aide des médias dominants LAOS hyper-politise les questions d’identité nationale et fait de même pour les questions «d’intérêt national», telles que l’immigration, à travers un programme agressif «de loi et d’ordre».

Toutefois, alors que le président du LAOS avait coutume de dire qu’il soutient les positions de droite sur les problèmes «nationaux», il prétend avoir une «sensibilité de gauche» en ce qui concerne les problèmes sociaux et économiques (attaquant de la sorte le centre gauche moderne). Avec la crise économique il est devenu évident que LAOS était—et demeure—à l’extrême droite du spectre politique; non seulement pour les thèmes «classiques» du programme de l’extrême droite européenne («loi et ordre», immigration, identité et valeurs morales) mais aussi en termes de libéralisme économique. Ceci est valable pour la plupart des questions, en dépit du fait que ses positions puissent changer ou s’éliminer d’elles-mêmes, avec une facilité notoire.

Par exemple, les prises de position claires du parti en faveur des forces du marché et du petit commerce s’accompagnent d’attaques contre les banquiers

et les cartels : « Toute décision qui affecte le petit commerçant conduit à des milliers de sans-emploi supplémentaires, tandis que les grandes chaînes commerciales du capital continueront à fonctionner sans entraves aux dépens des larges masses populaires », affirme une déclaration du parti de décembre 2008. Afin de résoudre ce problème et quelques autres grâce à une stratégie attrape-tout « responsable », Georgios Karatzaferis propose la création d'un gouvernement avec la participation d'experts, sous la direction du précédent gouverneur de la Banque de Grèce (2009).

Comme il le fit en 2009 avec le gouvernement de droite de Karamanlis, LAOS s'aligne sur le parti social-démocrate au pouvoir, jouant le « pouvoir avisé » qui place « l'intérêt national » au-dessus de tout. Un aspect inattendu en est l'approbation par un parti antisémite tel que LAOS de la collaboration économique entre la Grèce et Israël. Ce n'est pas la seule incohérence. Depuis le début de 2009, le programme économique du LAOS a glissé vers le néolibéralisme sans la moindre explication : acceptation des constructions illégales, absence d'impôt sur les voitures de luxe, abolition de l'impôt sur les sociétés, blanchiment de l'argent sale, absence de déclaration concernant les sources de revenu, institutionnalisation de l'économie informelle, détournement des institutions publiques et des bâtiments, destruction des droits du travail et de la sécurité sociale, et privatisation des forêts ; ce ne sont là que quelques-unes des mesures proposées par le parti avant la mise en œuvre du Mémorandum, au nom des circonstances exceptionnelles de la crise. Dans un entretien récent, Karatzaferis a proposé l'allongement du temps de travail, une augmentation de deux ans de l'âge de départ à la retraite, des arrangements financiers à volonté et de nouvelles facilités pour les sociétés désirant ouvrir des casinos. Pour expliquer pourquoi il a voté pour le Mémorandum, Karatzaferis a dit : « Nous votons pour savoir si nous aurons à payer des pensions et des salaires le 1^{er} du mois prochain. »

Effets sur les partis dominants : tirer le centre vers la droite

L'acceptation du Mémorandum a eu pour le LAOS un coût électoral ; il fit alors volte-face, s'étant avisé que « le Mémorandum entraînait une perte de souveraineté nationale ». Cependant, Karatzaferis souligne qu'il « ne le regrette pas ». En fait, cette ambivalence a deux objectifs. D'une part elle permet de maintenir des échanges avec la « droite » traditionnelle tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du LAOS (le nom du parti, LAOS, est un acronyme qui signifie « peuple »—même si sa stratégie ne lui est pas particulièrement favorable). D'autre part, LAOS cherche à se présenter comme une force modérée—en d'autres termes comme un « troisième pôle » entre PASOK et ND—reprenant la position du maintenant défunt « Printemps politique », le parti fondé par le président actuel du ND, Antónis Samarás. Paradoxalement, les critiques de ND affirmant que le LAOS aide le PASOK favorisent en fait le LAOS.

Cette situation ne manque pas d'ironie, à deux égards. Le premier est qu'une position intermédiaire entre ND et PASOK (soutenue naguère par «Printemps politique») conduisit à la dissolution de ce dernier. Le second est qu'en déclenchant une dispute autour du Mémorandum, ND fait en sorte que le fossé entre LAOS et PASOK se réduise dans les sondages d'opinion.

Récemment, ND a fait adopter une loi pour abroger les lois d'asile à l'université. Il critique aussi de façon résolue, d'un point de vue de droite, la politique (anti-) immigration du gouvernement. Tout ceci est rendu possible par le paysage politique général qui, spécialement après décembre 2008, s'est attaché à transformer les problèmes sociaux en problèmes éthiques, «nationaux», et à maintenir la loi et l'ordre. Il s'en est suivi un durcissement de la politique d'immigration et une pression fortement accrue sur la gauche radicale (SYRIZA). La contribution de LAOS à cette tendance fut d'une importance capitale, car la gauche (PASOK, ND et l'Alliance démocratique de Dóra [Theodóra] Bakoyánni, favorable au Mémorandum) et la droite (le groupe néo-nazi Chryssi Avgi qui gagna de l'audience en 2010) ont toutes deux une attitude anti-immigrants et une hostilité envers le SYRIZA. La Gauche démocratique moderne de Fotis Kouvelis a adopté aussi des positions anti-immigrants, tout en maintenant une attitude «critique» pro-Mémorandum, au nom de la «responsabilité». Tout naturellement, à la question de la participation du LAOS à une coalition gouvernementale avec ND, le président du LAOS a répondu positivement... «à condition que ce gouvernement expulse les immigrants».

Dans ces circonstances, un virage clair du ND vers la droite et un PASOK qui a trouvé dans le LAOS un allié disponible et responsable, le caractère extrémiste de droite de Georgios Karatzaferis est perçu comme moins problématique. En même temps cela rend plus facile au LAOS de demander une responsabilité politique et d'apparaître comme un parti de centre droit. Ce qui devient clair est que le virage à droite du système politique et ses liens avec le PASOK ont donné au LAOS l'occasion de se défaire de ses stigmates et de se présenter comme une force politique rationnelle du centre. Ces derniers temps, ses *leaders* déclarent carrément que le parti va gouverner...

Notes

1) Vassiliki Georgiadou (2008), *The Extreme Right and the Consequences of Consent. Denmark, Norway, Netherlands, Switzerland, Germany*, Kastaniotis: Athens [Βασιλική Γεωργιάδου (2008), *Η άκρα δεξιά και οι συνέπειες της συναίνεσης. Δανία, Νορβηγία, Ολλανδία, Ελβετία, Αυστρία, Γερμανία*, Καστανιώτης: Αθήνα].

2) Richard Katz/Peter Mair (1995), «Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party», *Party Politics* 1, N° 1.

3) Georgiadou, *op. cit.*

4) À l'exception des 6,72% enregistrés en 1997 par l'EPEN, favorable à la dictature.

- 5) Dans un sondage organisé par Public Issue (mars 2011), 9% des participants dirent qu'ils voteraient pour LAOS et la majorité désignèrent son président comme le *leader* le plus populaire du parlement, <http://www.publicissue.gr/1670/varometro-mar-2011>.
- 6) Georgiadou (2008), *op. cit.*
- 7) Dimitris Psarras (2010), Karatzaferis' *Hidden Hand. The TV-renaissance of the Extreme Left*, Alexandria: Athens
- [Δημήτρης Ψαρράς (2010), *Το κρυφό χέρι του Καρατζαφέρη. Η τηλεοπτική αναγέννηση της άκρας δεξιάς*, Αλεξάνδρεια: Αθήνα].
- 8) Hainsworth, *ό.π.* · Eatwell, Roger/Mudde, Cas (επιμ.) (2004), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, Routledge: London, p. 8-9.
- 9) Pierre-André Taguieff (2009), «Le chercheur, l'extrême droite et les sciences sociales», *Nea Estia*, v. 1827 [Πιερ-Αντρέ Ταγκύεφ (2009), «Ο ερευνητής, η άκρα δεξιά και οι κοινωνικές επιστήμες» (μετάφραση: Ανδρέας Πανταζόπουλος), *Νέα Εστία* τ. 1827].
- 10) Georgiadou, *op. cit.*
- 11) Classer les formations politiques d'extrême droite dans la catégorie du «populisme» supprime essentiellement la différence entre le populisme et l'extrémisme de droite, et est très souvent destiné à réduire la politique à un problème de culture, en mettant l'accent sur un «style» politique.

Repères bibliographiques

- Eatwell, Roger/Mudde, Cas (ed.) (2004), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, Routledge: London.
- Antonis A. Ellinas (2010), *The Media and the Far Right in Western Europe. Playing the Nationalist Card*, Cambridge University Press: Cambridge.
- Georgiadou, Vassiliki (2008), *The Extreme Right and the Consequences of Consent. Denmark, Norway, Netherlands, Switzerland, Germany*, Kastaniotis: Athens.
- Hainsworth, Peter (ed.) (2004), *The Extreme Right. Ideology-Politics-Parties*, Papazisis: Athens.
- Katz, Richard/Mair, Peter (1995), «Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party», *Party Politics* 1, N° 1.
- Psarras, Dimitris (2010), Karatzaferis' *hidden hand. The TV-renaissance of the extreme left*, Alexandria: Athens.
- Taguieff, Pierre-André (2009), «Le chercheur, l'extrême droite et les sciences sociales», *Nea Estia*, v. 1827.